

**Point de presse du porte-parolat -  
ASEAN/50ème anniversaire -  
Commerce extérieur - Ukraine**  
(Paris, 08 août 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parolat a fait la déclaration et répondu aux questions suivantes :

**1 - ASEAN - 50ème anniversaire (8 août 2017)**

En ce jour où nous célébrons le 50ème anniversaire de la fondation de l'ASEAN le 8 août 1967 à Bangkok, la France salue le dynamisme exceptionnel de cette région et affirme son soutien au développement continu de l'ASEAN.

Les échanges commerciaux entre la France et l'ASEAN sont en progression et représentent près de 30 Mds Euros en 2016. Les visites de haut niveau qui ont jalonné notre histoire commune témoignent des liens étroits de la France avec les pays d'Asie du Sud-Est. Nos relations d'amitié et de confiance se traduisent par des coopérations toujours plus nombreuses dans les domaines économique, universitaire et culturel, mais aussi en matière de sécurité. Nos liens privilégiés nous permettent de faire face ensemble aux grands défis globaux sur la base de nos principes partagés, notamment l'attachement au droit international et au multilatéralisme.

Alors que l'Union européenne a également fêté cette année son 60ème anniversaire, la France souhaite que les échanges entre nos deux organisations régionales s'intensifient encore.

**2 - Commerce extérieur**

**Q** - Serait-il possible d'avoir un commentaire sur les chiffres du commerce extérieur du premier semestre ?

**R** - Le ministre va très prochainement s'exprimer sur le sujet.

**3 - Ukraine**

**Q** - Les avocats de l'ex-président ukrainien Viktor Ianoukovitch demandent à auditionner en Ukraine les diplomates européens qui ont assisté le 21 février 2014 à la signature de l'accord de sortie de crise en Ukraine, notamment le directeur de l'Europe continentale du ministère des affaires étrangères, Eric Fournier. Considérez-vous possible l'assistance au processus de M.

Fournier ou d'un autre représentant du ministère des affaires étrangères ?

R - Il revient à la justice ukrainienne de se prononcer sur cette affaire. À ce stade, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères n'a reçu aucune demande officielle quant à l'audition de diplomates français dans ce procès./.